

L'Italie après le référendum

Les enjeux politiques de la victoire du non et des élections à venir.
Vérité, post-vérité et rhétorique politique aujourd'hui.

Michela Nacci

[IEA de Paris, 2012-2013]

Docteure en histoire et civilisation de l'Institut universitaire européen de Florence, Michela Nacci enseigne l'histoire de la pensée politique à l'université de l'Aquila (Italie). Elle a étudié l'antiaméricanisme en Italie et en France, la philosophie de la technique au xx^e siècle ainsi que le socialisme libéral. Elle a notamment publié *Storia culturale della Repubblica*, (Mondadori, 2009) et *Figure del liberalsocialismo* (CET, 2010), un livre sur la pensée politique du philosophe britannique Bertrand Russell (ENC, 2012) et édité un numéro spécial de la Revue Tocqueville (2014) sur la formation de l'État-nation. Elle prépare un ouvrage sur la psychologie collective.



RÉFLEXIONS SUR LE REJET DE LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Le référendum constitutionnel italien proposé par le gouvernement de Matteo Renzi le 4 décembre 2016 a profondément déchiré l'Italie. En lieu et place de débats sereins et d'échanges d'arguments, les Italiens ont eu droit à une véritable propagande menée tambour battant par les deux camps. Rien de surprenant à cela : le débat, plutôt que de porter sur la réforme constitutionnelle, a principalement porté sur l'action politique du gouvernement de Renzi. N'ayant pas réussi à obtenir la majorité des deux-tiers au Parlement, le président du Conseil a été dans l'obligation de procéder à un référendum pour faire approuver sa proposition de réforme constitutionnelle. Son tort a été de personnaliser ce référendum au début de la campagne, l'envisageant *in fine* comme une approbation de son action politique, en liant la victoire du non à son éventuelle démission. Ceci lui est unanimement reproché à présent mais il était difficile pour lui de procéder autrement après 30 mois en responsabilité.

Au cours des dernières semaines de campagne, quasiment personne n'a souhaité parler du fond du sujet – la réforme en elle-même – qui ne modifiait que superficiellement la Constitution. En effet, en plus du fait que ce n'était pas la première réforme constitutionnelle, elle ne concernait que douze articles de la Constitution sur les 139 qu'elle compte.

De nombreuses voix se sont levées pour dénoncer un risque autoritaire, un déni de démocratie concernant une des deux dispositions majeures de la réforme, à savoir la proposition d'en finir avec un bicaméralisme parfait dans l'iter parlementaire mais rendu complexe par la différence du mode de scrutin pour élire députés et sénateurs. La proposition de réforme consistait à transformer le Sénat de la République en un « Sénat des Régions » composé de 100 sénateurs désignés parmi des conseillers régionaux et des maires. L'élection des représentants étant indirecte (les élus sont toujours choisis par le peuple), certains ont argué d'une expression minorée de la volonté

.....

Ce qui est sûr, c'est que tous les acteurs politiques italiens sont en ce moment en pleine effervescence tactique court-termiste : l'enjeu est de remporter les élections tout de suite, se porter au pouvoir, et alors envisager de construire un projet politique pour l'Italie.

.....

populaire. Les échanges ont également porté sur l'autre disposition importante relative à la nature des relations entre État et Régions (notamment le rôle et les moyens de ces dernières), qui est une question débattue depuis l'Assemblée constituante de 1947. Bien que la proposition du gouvernement Renzi ait été d'augmenter la présence des organes locaux aux côtés de l'État, la proposition a été fortement contestée. Bien entendu, la réforme proposée n'est pas parfaite, loin s'en faut, mais, comme le dit l'adage populaire, le mieux est très souvent l'ennemi du bien.

Après l'heure du vote massivement négatif (59 %, très au-delà de toutes les prévisions) vient celle du bilan, assurément

contradictoire. Les associations de gauche ont bruyamment milité pour le non et pourtant, une fois le non majoritaire, les véritables vainqueurs semblent être d'une part Beppe Grillo (Mouvement 5 étoiles) et, d'autre part, Matteo Salvini (Ligue Nord).

La démission de Matteo Renzi et la formation d'un gouvernement presque identique dirigé par Paolo Gentiloni (ex-ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement sortant) laissent entier le problème des élections anticipées. Le Président de la République, Sergio Mattarella, a demandé que soit préparée une nouvelle loi électorale, notamment pour la représentation parlementaire au Sénat. Qu'est-ce qu'une nouvelle loi électorale a à voir avec la Réforme Constitutionnelle ? Spécifiquement, rien. Politiquement, tout.

L'enjeu est en effet une fois de plus politicien : Silvio Berlusconi invoque une nouvelle loi électorale parce qu'il sait pertinemment qu'avec la loi actuellement en vigueur, il ne peut plus prétendre à gouverner le pays. De leur côté, Beppe Grillo et Matteo Salvini, ainsi qu'une partie de l'establishment démocrate, voudraient au contraire

voter tout de suite ; le résultat des élections semblant pouvoir être en leur faveur. Droite et gauche sont divisées. En outre, alors qu'on nous avait convaincu il y a quelques années qu'il fallait passer au mode de scrutin majoritaire afin de renforcer la gouvernabilité du pays, aujourd'hui, ceux-là même qui défendaient un scrutin majoritaire se déclarent pour un retour à un système proportionnel.

Il reste de très nombreuses questions qui laissent perplexes. Ceux qui souhaitent la fin des divisions, à qui pensent-ils s'adresser ? Quelles forces sont en jeu, quels partis ? La classe politique sera-t-elle capable de produire une bonne loi électorale ? Pour aller dans quelle direction et avec quel projet ? Sera-t-il possible de trouver une médiation entre des positions aussi éloignées ? Un doute majeur subsiste : si tous ceux qui ont débattu pour se positionner en faveur ou contre la réforme n'ont pas réussi à le faire dans un esprit constructif pendant la campagne du référendum, comment envisager un débat politique serein alors que nombreux sont ceux qui revendiquent la victoire ? Comment expliquer la position contradictoire d'un Gaetano Quagliariello – fondateur de *Identità e Azione* (Identité et action), parti politique italien conservateur –, auteur de quelques articles de la réforme et qui a voté non, qui se pose en homme d'État capable de trouver un point d'accord ? Ou celle d'un Massimo D'Alema, figure historique et contestée du parti démocrate, qui a échoué à porter une réforme semblable il y a quelques années et qui a fêté la victoire du non ? Ce qui est sûr, c'est que tous les acteurs politiques italiens sont en ce moment en pleine effervescence tactique court-termiste : l'enjeu est de remporter les élections tout de suite, se porter au pouvoir, et alors envisager de construire un projet politique pour l'Italie.

Malgré l'échec du référendum, on peut constater le travail effectué par le gouvernement Renzi : la loi sur les unions civiles, le *Jobs Act* ainsi que la réforme de l'administration. Il s'agissait de propositions audacieuses, ce à quoi il faut ajouter la proposition à l'Union Européenne de régler de manière commune le problème des migrants, actuellement massivement reçus en Italie et que Matteo Renzi envisageait d'accueillir de manière équilibrée au sein de tous les pays de l'Union. On peut donc regretter certains traits de sa personnalité, tiraillée entre autoritarisme et arrogance, car une chose est sûre : son action politique a été me semble-t-il meilleure que les alternatives proposées par ceux qui prétendent avoir gagné.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Michela Nacci, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Chiara Cappelletto

[IEA de Paris, 2014-2015]

L'ENTRETIEN

Y a-t-il un lien à établir entre la rhétorique du leader du mouvement italien « cinq étoiles », Beppe Grillo, et l'idée de post-vérité qui fait florès aujourd'hui ?

Le discours politique de Grillo trouve une parfaite illustration dans son invitation à voter non au référendum constitutionnel qui s'est déroulé en Italie en décembre. Il a encouragé les Italiens à « se fier à leur ventre, et à ne plus se fier à leur tête ». Cela a été jugé par un certain nombre de commentateurs comme une exhortation à suivre leurs instincts, à accorder du crédit à des raisons basées sur la peur et rendues possibles par un manque d'éducation politique. Je trouve une telle analyse à la fois superficielle et condescendante.

Professeur en esthétique au département de philosophie de l'Università degli Studi de Milan, Chiara Cappelletto est membre associée du Centre de recherches sur les arts et le langage (CRAL) à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris. Elle dirige ou collabore à plusieurs projets internationaux concernant des questions centrales de son activité de recherche, à savoir la phénoménologie du corps vivant, la notion de virtualité, la neuroesthétique et le rôle de la fiction. Elle est régulièrement invitée à l'étranger en résidence (Columbia University, Princeton University, Freie Universität de Berlin). Elle prépare un volume collectif international consacré à la dynamis de l'image.

Superficielle, parce que le message de Grillo vise à valider non pas tant le ressenti de l'électeur mais sa confiance en soi, et à la préférer à l'adhésion à un discours formulé par d'autres ; or une pareille confiance est un des éléments propres à l'homme libre et capable d'assumer ses choix, et mérite d'être évaluée positivement. Condescendante, parce qu'elle présume une éthique de la vérité qui serait méprisée par Grillo qui placerait sa rhétorique dans le régime actuel de « post-vérité ».

L'*Oxford Dictionary* décrit la post-vérité comme « relating to or denoting circumstances in which objective facts are less influential in shaping public opinion than appeals to emotion and personal belief. » Ce qui veut dire : il existe une vérité des choses mais elle est aujourd'hui cachée, voire entravée par une sorte de vulgate populiste. L'argument implicite est le suivant : même si malheureusement les passions personnelles prévalent actuellement, il est possible d'espérer qu'avec un patient travail d'explication, on parviendra à nouveau à s'inscrire et à agir dans la réalité – économique, sociale, culturelle... – du monde.

Mais une invitation comme celle de Grillo n'a rien à faire avec une exaltation populiste ou émotionnelle, et elle ne nie pas du tout les faits objectifs. Il suffit de regarder ses objectifs politiques. En effet, il fait appel à la capacité des citoyens d'être *auto-nomes*. On peut traduire son appel comme ceci : « Vous savez comment il faut régir vos vies et vous pouvez le faire (sous entendu : mieux que les hommes politiques). Donc faites-le ! ». Le problème provient du fait que cette autonomie est posée comme personnelle et non collective. Le collectif des « cinq étoiles » n'est, pour l'instant, qu'une addition de singularités. De cette tension, que la violence verbale de Grillo essaie de maquiller, provient l'instabilité du mouvement et son côté autoritaire.

Le régime de vérité a pourtant profondément changé en politique au cours des dernières années. Comment le décrire ?

Le régime de vérité actuel naît d'un mélange de social-media et d'*entertainment* pour lequel la meilleure définition, à ma connaissance, a été donnée en 2005 par le comique télévisuel américain Stephen Colbert. À l'époque présentateur du programme *The Colbert Report*, il a inventé le mot « truthiness » afin de qualifier le type de vérité sur la base de laquelle la seconde guerre en Irak avait été justifiée. « What I say is right, and nothing anyone else says could possibly be true. It's not only that I *feel* it to be true, but



Chiara Cappelletto, 2014 ©ChDelory

that *I* feel it to be true. There's not only an emotional quality, but there's a selfish quality. ». Le sujet qui parle ici n'est pas ce que Heidegger avait appelé le « on » impersonnel, le « on dit, on croit ». La place que l'« opinion publique » garde encore dans la post-vérité disparaît.

Dans le bavardage en ligne, on retrouve bien au contraire une variété d'individus hétérogènes et inassimilables dont chaque « je » produit des affirmations normatives sur le monde. Le style des tweets est d'ailleurs révélateur : aucun « je pense », « je crois ». On s'adresse directement au monde et on aborde les questions du monde, la réalité des choses. Le problème est que, même si les auteurs des tweets représentent la majorité des gens, ils ne se reconnaissent pas entre eux, ils ne partagent pas un esprit de corps. C'est une majorité numérique à laquelle ne correspond pas forcément le partage d'une vision politique collective, ce qui rend inappropriée de parler de populisme à leur égard.

Nous nous trouvons dans un paradoxe selon lequel les sujets politiques constituent une majorité parce qu'ils partagent la même rhétorique mais ils ne sont pas – pour l'instant – en mesure d'exercer le pouvoir de la majorité,

car leur rhétorique s'appuie sur la singularité de la « truthiness » contre la vérité des institutions. C'est un problème majeur du « Mouvement cinq étoiles » dont il convient de rappeler que son fondateur, Beppe Grillo, a débuté comme comique, notamment télévisuel, et que son plus proche conseiller, Roberto Casaleggio, était un spécialiste des nouveaux médias.

Assistons-nous à une remise en cause de l'action politique ?

Il s'agit sûrement d'une crise très importante de la médiation et de la représentation politique au moment même où la demande d'action politique par rapport aux défis contemporains (inégalités, chômage, identités, environnement...) est très élevée. Les soi-disant élites des démocraties occidentales ne parviennent pas à comprendre les formes actuelles de complexité qui, pour rester sur les questions que nous abordons ici, sont liées au comment se construit le discours politique alors que le sujet pluriel qui lui est propre semble disparu.

De manière paradoxale, dépourvues de capacité critique, les « élites » sont les premières à suivre l'invitation qu'elles attribuent à Grillo : avoir peur et réagir d'instinct pour conserver une idée du monde qu'elles peuvent critiquer parce qu'elles la connaissent déjà.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris



Fondation RFIEA
Contactez-nous !
Julien Ténédos
contact@rfiea.fr
01 49 54 22 63

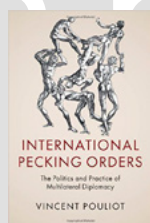


Direction éditoriale :
Olivier Bouin
François Nicoullaud

rfiea.fr
190, avenue de France
75 013 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'entretien intégral de Chiara Cappelletto, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr



PUBLICATION
Vincent Pouliot, résident 2014-2015 à l'IEA de Paris, vient de publier *International Pecking Orders. The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge University

Press, 2016, 340 p. In any multilateral setting, some state representatives weigh much more heavily than others. Practitioners often refer to this form of diplomatic hierarchy as the 'international pecking order'. This book is a study of international hierarchy in practice, as it emerges out of the multilateral diplomatic process. Vincent Pouliot shows that pecking orders are eminently complex social forms.

CONFÉRENCE

L'IEA de Nantes invite au LU Henry Laurens, professeur au Collège de France, pour une conférence sur « Orientalisme et occidentalisme : de la grande divergence à la grande convergence ». L'orientalisme et l'occidentalisme, c'est-à-dire les savoirs sur la société de l'autre, se sont développés en parallèle. Pris dans la temporalité longue de la grande divergence du XVIII^e siècle, où l'Europe se sépare des autres sociétés, à la grande convergence actuelle, différentes attitudes contradictoires se succèdent pour aboutir à un conflit des identités à un moment où le narcissisme de la petite différence dissimule une très probable dissolution de l'exogène.

Lieu Unique, Mardi 10 janvier, 18h.
2 Quai Ferdinand Favre, 44000 Nantes

PRIX

Malik Nejmi, résident 2014-2015 de l'IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille, a reçu la bourse du Groupe de recherches et d'essais cinématographiques 2017, production d'un premier film expérimental, pour son projet de film *Corpus Monumenta*. Ce film relate la vie d'Omar Ba, jeune sénégalais en transit à Tanger, et les conditions dans lesquelles s'effectue la traversée du détroit de Gibraltar, en partance pour un continent européen auréolé de mille promesses. L'inventivité de ce travail réside dans la relation artiste-sujet et dans la diversité des matériaux utilisés : des vidéos clandestines d'Omar réalisées avec un téléphone portable en passant par des objets clandestins et des dessins en transit.